

Manifestations en France contre la présence française en Afghanistan

dimanche 21 septembre 2008, par [AFP](#) (Date de rédaction antérieure : 20 septembre 2008).

PARIS, 20 sept 2008 (AFP) - Une dizaine de manifestations se sont déroulées samedi dans plusieurs villes de France pour demander le retrait des troupes françaises d'Afghanistan à la veille de la Journée internationale de la paix et à deux jours d'un vote au Parlement sur cette présence.

Organisée à l'appel du collectif « Otan-Afghanistan : ni guerre ni alliance militaire, paix, liberté, démocratie », la journée de mobilisation a rassemblé une cinquantaine d'associations (Union pacifiste de France, Génération Palestine, MRAP, Attac), syndicats (CGT, FSU) et partis politiques (Verts, PCF, LCR, LO). Pour le collectif, la politique menée par Nicolas Sarkozy en Afghanistan « *est le signe d'un alignement inacceptable sur la politique des Etats-Unis. »* La France ne doit pas endosser la vision manichéenne de « la guerre des civilisations » qui domine à l'Otan », affirme-t-il dans son appel.

A Paris, 3.000 personnes selon les organisateurs - 2.000 selon la police - ont défilé de la place de la République à la place de Clichy, dont le porte-parole de la LCR Olivier Besancenot, le sénateur PS de l'Essonne, Jean-Luc Mélenchon, ou la députée Verts de Paris, Martine Billard, a dit à l'AFP Mouloud Aounit, président du Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples (MRAP). Pour M. Aounit, « *l'urgence aujourd'hui est de sortir de cette logique de guerre qui représente un véritable borbier, une irakisation de l'Afghanistan* ».

A Marseille, 500 à 600 personnes selon la police ont également défilé. A Lyon, 80 personnes se sont rassemblées place des Terreaux et ont distribué des tracts aux passants. Une centaine de personnes ont défilé dans le centre-ville de Caen. Des rassemblements ont également eu lieu à Strasbourg (une cinquantaine de personnes), à Mulhouse (une trentaine de personnes) ou encore à Angers (une cinquantaine), selon la police.

Le Parlement est appelé à voter lundi sur le maintien des forces armées françaises en Afghanistan, un mois après l'embuscade dans laquelle dix soldats français ont été tués et 21 autres blessés le 18 août dans l'est du pays. bur-mra/DS